



Belgeo

Revue belge de géographie

4 | 2016

Sustainability of rural systems: balancing heritage and innovation

Les systèmes innovants alimentaires, cas d'étude : la Ceinture Aliment Terre de Liège

Innovative alternative agri-food systems: a case study on the Liege Food-Land Belt

Antonia D. Bousbaine et Christopher Bryant



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/19507>

DOI : 10.4000/belgeo.19507

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Référence électronique

Antonia D. Bousbaine et Christopher Bryant, « Les systèmes innovants alimentaires, cas d'étude : la Ceinture Aliment Terre de Liège », *Belgeo* [En ligne], 4 | 2016, mis en ligne le 30 juin 2017, consulté le 21 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/19507> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.19507>

Ce document a été généré automatiquement le 21 décembre 2020.



Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Les systèmes innovants alimentaires, cas d'étude : la Ceinture Aliment Terre de Liège

Innovative alternative agri-food systems: a case study on the Liege Food-Land Belt

Antonia D. Bousbaine et Christopher Bryant

Introduction

- 1 Face aux multiples crises sanitaires qui ont ébranlé le monde agricole dans les années nonante, de nombreux consommateurs sont devenus méfiants vis-à-vis de la manière dont leurs aliments sont produits et tendent à se détourner de cette agriculture productiviste, synonyme d'externalités négatives (Griffon, 2006 ; Caplat, 2014), tant au niveau sanitaire, social qu'environnemental. Ces consommateurs sont plus à la recherche de produits agricoles sains dont la qualité mais aussi la provenance sont clairement définies (Mormont et Van Huylenbroeck, 2001). Par ailleurs, certaines enquêtes ont souligné cet aspect de la situation, en particulier en Wallonie, terrain d'étude qui sera particulièrement retenu afin d'étayer notre analyse (Nature et Progrès, Belgique, 2014).
- 2 Les nombreux travaux réalisés ces dernières années font émerger le concept de « système alimentaire territorialisé » (SAT), qui répond pleinement au concept de durabilité des modes de production (Thouzard, 2014). Pour certains, le système alimentaire se définit comme suit : « ensemble interdépendant d'acteurs orientés vers la satisfaction des besoins alimentaires d'un groupe de consommateurs » (Rastoin et Gherzi, 2010). Il implique aussi bien les consommateurs que l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire (Rastoin, 2014).
- 3 Le système productiviste conventionnel est aujourd'hui mis en débat par de nombreux acteurs, face à sa capacité à nourrir les 7 milliards d'hommes. Plusieurs chercheurs se sont par ailleurs saisis de cette problématique alimentaire, devenue cruciale pour la

survie des hommes (Deverre, 2011 ; Griffon, 2006 ; Lamine, 2008 ; Mundler, 2013 ; Goulet, 2012 ; Rastoin, 2014). Tous ces auteurs tentent de mettre en avant les systèmes agroalimentaires alternatifs (S3A) qui s'inscrivent directement dans le concept du Développement Durable (Rapport Brundtland, 1987).

- 4 C'est dans ce contexte qu'émergent diverses formes de systèmes alternatifs de production et de distribution un peu partout dans le monde (Deverre et Lamine, 2010), comme les Associations de Maintien de l'Agriculture Paysanne (AMAP), les ventes à la ferme, les marchés de paysans, les boutiques de producteurs, les jardins communautaires, les Groupements d'Achat Solidaires à l'Agriculture Paysanne (GASAP), entre autres.
- 5 Le développement de ces S3A suscite bien des questionnements en ce qui concerne l'alimentation et surtout l'agriculture. L'agriculture peine à satisfaire une population croissante, à la recherche de systèmes alimentaires plus résilients et plus conformes à ses attentes.
- 6 En Wallonie, comme ailleurs, la question alimentaire interpelle de nombreux acteurs ; les consommateurs restent demandeurs de plus de clarté et de traçabilité concernant leur alimentation. A l'est, dans l'agglomération liégeoise, une Ceinture Aliment-Terre commence à prendre forme depuis 2013, impulsée par une coalition d'acteurs hétérogènes, conscientisés à l'enjeu de notre système alimentaire et la nécessité de lui accorder une profonde « durabilité ». Toutefois, nous pouvons nous interroger sur la faisabilité et la pérennité de ce projet de Ceinture Aliment Terre (CATL) en région liégeoise. En quoi cette CATL représente-t-elle un système « innovant » par rapport à ce qui existe déjà ? Est-elle en mesure de répondre aux attentes des consommateurs ? Tend-elle vraiment vers une durabilité des systèmes de productions agricoles, dans la mesure où elle met en avant l'agroécologie, concept qui s'appuie sur les fonctionnalités offertes par les écosystèmes en matière de systèmes de production (Van Dam *et al.*, 2012)? Notre question centrale est donc de comprendre en quoi cette CATL s'insère dans les systèmes agro-alimentaires alternatifs et ce qui en fait sa singularité. Pour y répondre, nous diviserons notre démarche en trois parties, en variant les échelles, du global au local.
- 7 Nous présenterons dans un premier temps une revue de la littérature des systèmes agroalimentaires alternatifs axée sur les éléments clé qui fondent l'éthique des S3A, à savoir les attentes des consommateurs, l'évolution des systèmes agricoles, la réappropriation collective de la filière agricole et enfin le « jeu des acteurs » en présence qui aboutira de fait à une gouvernance alimentaire territoriale. Dans une seconde partie, il s'agira de présenter les expériences wallonnes et surtout de mettre en lumière notre cas d'étude, la Ceinture Aliment Terre liégeoise et son insertion dans les S3A. Enfin en troisième lieu, nous élaborerons une « grille d'analyse » transférable à d'autres ceintures alimentaires.

Méthodologie

- 8 L'essentiel de la méthodologie repose sur une synthèse de la littérature existante ayant pour objet les systèmes alimentaires alternatifs. Outre ces synthèses, nous avons interrogé certains acteurs clé : les co-fondateurs de la CATL, la responsable des Compagnons de la Terre, fer de lance de la CATL, et des responsables politiques du Ministère de l'Environnement. Nous avons également mené des enquêtes sur le terrain afin de rencontrer plus d'une dizaine de personnes impliquées dans les projets

alimentaires de cette CATL. Nous avons participé aux travaux agricoles sur un des sites, collecté les premiers chiffres ressortant de ce système de production alimentaire débutant et enfin nous avons élaboré une grille d'analyse de la Ceinture Aliment Terre qui sera transposable à d'autres ceintures alimentaires qui se mettraient en place.

Les systèmes agroalimentaires alternatifs existants : une revue de la littérature

- 9 Comme l'ont souligné certains chercheurs depuis une vingtaine d'années, nous assistons à une volonté de s'approvisionner de manière plus saine. Avec l'instauration du « *Globalized Agri Food* » (Morgan *et al.*, 2006), une certaine distanciation entre producteurs et consommateurs s'est installée, aussi bien spatialement que dans les relations. Se mettent donc en place des systèmes agroalimentaires alternatifs (« *alternative food networks* ») (Goodman *et al.*, 2012) qui rejettent en bloc le système traditionnel productiviste dominant, dont les externalités négatives ont largement été démontrées. La littérature tant anglophone que francophone déborde d'exemples qui s'attachent à mieux saisir ces systèmes agroalimentaires alternatifs (S3A), devenus un objet d'étude de la part des sociologues, des géographes et des économistes. Tous s'accordent sur le fait qu'un faisceau d'initiatives alimentaires « innovantes » se dresse face au système productiviste conventionnel. Ces S3A s'appuient en partie sur les circuits courts alimentaires (CCA), synonymes de « mieux manger et mieux produire » (Chiffolleau et Prévost, 2012). Il s'agit donc de rapprocher le producteur du consommateur à travers des systèmes de productions agricoles en filière « courte » qui répondent davantage aux attentes des consommateurs. La diversité des systèmes alimentaires alternatifs souligne des actions locales propres à chaque territoire, qui, par ailleurs, mettent en exergue des caractéristiques communes à certains S3A : qualité des produits et valeurs citoyennes pour un meilleur respect de l'environnement, à travers cette proximité qui s'établit entre les consommateurs et les producteurs (Mardsen, 2000 ; Goodman, 2003). C'est ce que nous retrouvons par exemple dans les très emblématiques AMAP (Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne), arrivées en France en 2001, issues des *teikei* japonais, nés en 1970, suite aux crises sanitaires qu'a connues le pays, qui eux-mêmes ont initié les CSA (*Community Supported Agriculture*), inspirées de ce qui se faisait dès les années 1960 en Suisse (*Food Guilds*). L'idée clé étant de créer une « confiance », et un partage de valeurs sociales entre mangeurs et producteurs (Dubuisson-Quellier, 2009 ; Lamine, 2008). Il s'agit ainsi de soutenir une agriculture « paysanne » : le consommateur s'engage à acheter le panier proposé par le producteur avec un système de prépaiement. Ce prépaiement assure au producteur un écoulement de sa production ; cet engagement s'établit selon une « charte » signée par les deux parties. Ces éléments se retrouvent dans les CSA, mais aussi dans les GASAP (Groupe d'Achat Solidaire de l'Agriculture Paysanne), nés en Belgique dès 2005 dans la Région de Bruxelles-Capitale. Cet engagement réciproque est plébiscité dans ces S3A, avec pour finalité une relation constructive entre les consommateurs et les producteurs ainsi qu'un resserrement des liens entre consommateurs et producteurs et une transparence concernant la qualité des aliments (Chiffolleau, 2008).
- 10 La littérature fait état d'autres exemples, comme la « vente directe à la ferme », qui constitue le circuit le plus court, en « vendant ses produits fermiers sur le lieu de production » (Maréchal, 2008). Le lien entre le producteur et le consommateur est direct

et sans intermédiaire, le consommateur étant désireux de produits frais, authentiques et de saison. Consommateurs comme producteurs se réapproprient de façon collective la filière alimentaire en contournant les centrales d'achat. L'agriculteur retrouve du sens à son métier et le consommateur une confiance dans le producteur, ce qui conduit donc à une reconnexion entre monde agricole et citadins.

- 11 Ces modèles peuvent se décliner sous d'autres formes comme « le libre-service à la ferme », ou l'auto-cueillette (Maréchal, 2008), où les clients s'approvisionnent dans les champs, ce qui permet de mieux saisir le métier d'agriculteur tout en renouant des liens avec la terre. Les points de vente collectifs sont aussi un modèle qui se répand en France comme ailleurs : il s'agit d'un magasin de produits fermiers regroupant des agriculteurs, géré collectivement par les producteurs eux-mêmes. Ce concept se résume en « produits de nos fermes vendus par nous-mêmes », où la règle de non-concurrence entre les produits vendus s'applique (Maréchal, 2008). Dans ce concept, le jeu des acteurs est déterminant dans la réussite de ce type de vente. Le contact avec le consommateur est aussi direct et sans intermédiaire. Les pouvoirs publics, de façon générale, soutiennent ces initiatives qui permettent un ancrage fort de l'activité agricole au territoire et une reconnexion entre ville/campagne à travers la vente de produits issus des fermes locales, mettant ainsi en valeur les richesses d'un territoire par l'intermédiaire des produits agricoles typiques d'une région. Mais ce sont surtout les Groupements d'Achat initiés par les consommateurs qui posent un acte « engagé », militant et politique, dans la manière dont ces consommateurs s'approvisionnent, devenant ainsi « consom'acteurs » (Pleyers, 2011). Ces modèles se définissent comme des « formes collectives et coordonnées de consommation » (Maréchal, 2008), avec cette volonté de se réapproprier son alimentation, en jouant pleinement son rôle au sein de la société. Comme le souligne Pleyers, il s'agit de se saisir des « enjeux globaux » (changement climatique et solidarité entre les populations). Face à la montée des préoccupations qu'éprouvent les habitants pour la qualité de leur alimentation, les instances politiques sont directement interpellées avec plus ou moins d'acuité selon les pays. Certains auteurs tentent de saisir l'implication des acteurs publics dans la question alimentaire et plus particulièrement le rapprochement entre le monde de l'alimentation et le monde de l'aménagement des territoires (Vianey *et al.*, 2006 ; Morgan, 2009). Dans bien des cas il en ressort une volonté de mise en place d'une politique alimentaire, mais également les divergences d'intérêts existant entre tous les acteurs du territoire.
- 12 Néanmoins, dans certaines villes comme New York, Toronto, Londres ou San Francisco (Morgan et Sonnino, 2010), il existe des plans stratégiques pour l'alimentation. Ces plans constituent de véritables politiques alimentaires, alliant plusieurs objectifs comme la santé publique, le développement économique, la cohésion sociale à travers l'accès à une alimentation de qualité aux plus démunis, en particulier dans les quartiers défavorisés, où de nombreux habitants peinent à accéder à une alimentation saine, ce que Flamina Paddeu (2012) nomme les « déserts alimentaires ». En France les pouvoirs publics se sont emparés de cette thématique alimentaire, par exemple dans certaines grandes villes comme Montpellier, Lyon et Perpignan. Les élus travaillent de concert avec les différents acteurs du territoire afin de préserver les terres agricoles face à une urbanisation croissante. Il s'agit surtout de politiques territoriales de « protection des terres agricoles », mais à ce jour il n'existe pas de véritables « stratégies alimentaires urbaines » (Perrin et Soulard, 2014). Néanmoins, cette réappropriation collective de la filière alimentaire prend tout son sens dans la restauration collective en France (Maréchal,

2008), où l'enjeu est de fournir des produits agricoles issus des exploitations proches qui respectent un certain cahier des charges. Ces aspects cités plus haut, mis en exergue par de nombreux travaux, s'allient de fait à une évolution des systèmes agricoles et leur mode de production, sur lesquels certains chercheurs se sont penchés (Lamine et Bellon, 2009 ; Lamine, 2012 ; Lamine *et al.*, 2014 ; Lamine, 2015). En effet, le système productiviste semble être à bout de souffle (De Schutter, 2016) : perte de plus en plus conséquente du nombre des exploitations agricoles partout en Europe, où entre 2003 et 2013 une ferme sur quatre a disparu au sein de l'Union européenne (Eurostat, 2013). Des solutions tentent d'émerger afin de pallier ces pertes tout en considérant les demandes des consommateurs, devenus méfiants à l'égard de ce système agricole synonyme de « malbouffe », et d'externalités négatives (Estevez et Domon, 1999 ; Larrière, 2002 ; Mollard *et al.*, 2003), suscitant ainsi des peurs alimentaires (Chiffolleau, 2008). Face à ces méfiances, le monde agricole et les instances politiques commencent à réagir en adoptant une transition vers des systèmes alternatifs qui soient « durables », comme par exemple l'agriculture biologique et, depuis quelques années, l'agroécologie. La mise en place de ces concepts nécessite l'implication d'un ensemble de protagonistes de l'agriculture et de l'alimentation à l'échelle des territoires. Ce jeu des acteurs implique les agriculteurs, les instances publiques, les acteurs en amont et aval de la filière alimentaire, en passant par les consommateurs et la société dans son ensemble (Lamine, 2015).

- 13 Dans le cadre de l'agroécologie, les micro-fermes restent une solution envisageable de par la difficulté d'accès au foncier agricole dans de nombreux pays d'Europe. En outre, le mode de production doit converger vers plus de durabilité, et cette évolution doit aboutir à une « écologisation » du système agri-alimentaire, respectueux de l'environnement. Pour ce faire certaines études pointent l'importance des acteurs en présence dans la mise en place d'une gouvernance alimentaire territoriale qui en découlerait, déterminante dans la réussite de ces S3A. En effet, comme le soulignent Chautard, Vilalba et Zuindeau (2003), la gouvernance est le quatrième pilier du développement durable, afin que les trois autres (économique, social et environnemental) puissent s'appliquer. Ce concept est mis en avant dans de nombreux articles depuis plusieurs années, et tous les auteurs soulignent son intérêt, particulièrement au niveau de la mise en place de politiques alimentaires au sein des territoires. La réussite de ces projets alimentaires alternatifs réside dans les liens qui se tissent entre les différents acteurs du territoire et la convergence de leurs intérêts : organisations agricoles, collectivités locales, associations et évidemment les initiateurs des projets (Maréchal, 2008).
- 14 Les systèmes agroalimentaires alternatifs évoqués dans leurs grandes lignes trouvent un écho et non des moindres dans une région comme la Wallonie, où les acteurs du territoire ne sont pas en reste d'expériences, en particulier dans la mise en place d'un concept qui semble innovant : la Ceinture Aliment Terre de Liège, inspirée de ce qui existe ailleurs dans le monde.

Les expériences wallonnes en matière de systèmes alimentaires alternatifs et la Ceinture Aliment Terre liégeoise

Les expériences wallonnes

- 15 En Wallonie, à l'instar de ce qui se fait ailleurs, la question alimentaire a pris un réel tournant depuis les cinq dernières années. Avec l'instauration du Code Wallon de l'agriculture en 2014, force est de reconnaître que la question agricole – et donc alimentaire – focalise les attentions tant au niveau du gouvernement que des citoyens. Néanmoins, les systèmes alimentaires alternatifs existants sont avant tout l'œuvre de citoyens engagés, conscientisés par la problématique alimentaire et leur grande méfiance vis-à-vis de l'agriculture productiviste. De nombreuses initiatives prennent forme à travers tout le territoire, nous nous attacherons à évoquer les plus emblématiques.
- 16 Depuis une dizaine d'années se mettent en place des Groupements d'Achats Alimentaires (les GAA), qui se déclinent dès 2005 sous les formes suivantes: les GAC (Groupements d'Achat en Commun), les GAS (Groupes d'Achat Solidaire) et les « Paniers Dépôts ».
- 17 Les GAC sont les initiatives les plus anciennes (dès 1980) ; ils ont pris racine dans les mouvements chrétiens, destinés surtout aux populations les plus démunies (Minet, 2003). Ils sont pour l'heure très répandus en Wallonie (220). Leur fonctionnement diffère de celui des AMAP, ils ne sont liés par aucun contrat et les adhérents peuvent se retirer à tout moment. Dans ces GAC, le lieu d'enlèvement peut se faire chez un des membres, ce qui accentue la part de convivialité tant recherchée par ses adhérents, mais surtout, l'engagement personnel de chacun des membres reste important, puisque chacun d'entre eux prend en charge une tâche particulière, afin d'assurer le bon fonctionnement du GAC (Pleyers, 2011). L'idée est de recentrer localement l'alimentation en soutenant un ou plusieurs producteurs respectueux de la terre et soucieux de produire une alimentation dont la traçabilité est connue.
- 18 Se développe, à travers ces GAC, un mouvement consumériste axé sur la proximité, donc sur les rapports citoyens entre consommateurs et producteurs (Higgins *et al.*, 2008). Le consommateur se définit comme un « consom'acteur » ; en s'alimentant de façon durable, il pose un acte militant et politique, il se repositionne par rapport à ce qu'il souhaite manger en respectant les producteurs et leur travail, l'environnement qui l'entoure et surtout sa santé. Ces caractéristiques générales recoupent l'éthique même des S3A rencontrées ailleurs. En revanche, ces GAA wallons ne présentent aucune homogénéité dans leur mode de gestion. Comme le souligne Denise Van Dam (Van Dam *et al.*, 2012), aucune structure de coordination globale n'est présente dans ces groupes et leur manque de représentation formelle peut s'avérer fatale dans la pérennisation de ces GAC. Chaque GAC fonctionne un peu selon la motivation des adhérents qui en font partie ; l'idéologie se résume en cinq mots clés : saison, direct, autogestion, local et convivialité (Collart, 2013).
- 19 Les GAS sont une autre forme d'achats de produits alimentaires, comparables dans leur fonctionnement aux AMAP françaises ou aux GASAP bruxellois. Les finalités de ces GAS restent similaires dans leur ensemble aux AMAP françaises : proximité entre consommateurs et producteurs, alimentation saine, respect du travail des producteurs,

respect de l'environnement, solidarité envers le producteur, et volonté de maintenir une agriculture « paysanne ».

- 20 Enfin, on note également des « paniers dépôt » ou « paniers bio », proposés par le producteur lui-même : le lieu de livraison est déterminé par les clients, et toute la gestion est assurée par une entreprise agricole ou non agricole.
- 21 Tous ces systèmes convergent vers les mêmes idéaux qui recoupent largement ceux évoqués dans la littérature des S3A ; néanmoins, en Wallonie, comme le soulignent certaines études qui restent partielles, le manque de mise en réseau et de professionnalisation tend à faire périlcliter ces mouvements. En cela, la Ceinture Aliment Terre semble pallier ces insuffisances.

La Ceinture Aliment Terre de Liège (CATL) : système alimentaire innovant ?

Mise en place du projet, acteurs impliqués

- 22 Depuis 2013, à l'est de la Belgique, une coalition d'acteurs hétérogènes a pris le temps de la réflexion sur ce qui se joue en matière de transition qui vise l'alimentation d'un territoire, la Province de Liège. Dès 2012, lors du colloque « Alliance innovante pour un développement durable », la CATL se constitue de façon informelle à la suite de discussions entre entrepreneurs sociaux et membres de *Liège en Transition*. Le projet de CATL a été lancé de façon « officielle » lors du Forum ouvert des 5 et 6 novembre 2013. Des ateliers de travail, puis des tables rondes (*focus-groups*) ont été fructueux dans l'avancée des idées de ce projet de relocalisation, de décarbonisation et d'écologisation, de l'alimentation dans la province liégeoise, des trajectoires que nous retrouvons dans la majorité des S3A existants. Un repositionnement s'opère face au système alimentaire dominant arrivé à bout de souffle. Comme le soulignent les résultats du *Thermomètre Solidaris*, les consommateurs wallons rejettent en bloc cette alimentation à bas prix synonyme de risques pour leur santé.
- 23 Cette CATL réfléchit aux S3A à mettre en place dans la province de Liège, dont les finalités restent la solidarité, l'inclusion, la réinsertion et la santé des consommateurs, éléments clés des S3A relevés dans la littérature. Leur réflexion prend acte de l'ascension fulgurante des GAA (Groupes d'Achats Alimentaires) mais aussi des coopératives et entreprises à économie sociale qui se mettent en place (Jonet, 2016) et qui privilégient les « circuits courts ». Toutes ces initiatives isolées ont fait émerger l'idée de constituer un « Réseau », dans lequel les actions alternatives existantes convergent vers cette volonté de « Transition » au sein du territoire en matière d'alimentation, mais aussi d'économie. A ce titre la CATL fait figure de pionnière en termes de mise en réseau d'acteurs qui optent pour un changement dans leur manière d'envisager leur alimentation. Les études menées jusqu'à présent sur les S3A n'ont jamais évoqué cette volonté de « mise en réseau ».
- 24 Les concepteurs que nous avons interrogés nous éclairent sur les termes choisis de ce concept. Le mot « ceinture » fait référence tant au concept de ceinture nourricière qu'à celui de « ceinture verte ». Cette ceinture permet ainsi de faire le lien entre la ville et la campagne qui l'entoure, instaurant un lien économique et alimentaire, mais également de préservation des terres agricoles contre l'étalement urbain, qui converge avec les finalités des ceintures vertes répertoriées dans le monde (Alexandre et Génin, 2014). Les deux

autres termes font référence aux liens entre l'alimentation et la terre, à travers une reconnexion entre producteurs et consommateurs, sur un territoire d'action : la province de Liège.

Une « dynamique » de co-construction autour de la question alimentaire

- 25 Lors du Forum ouvert, la question posée par les initiateurs du projet était la suivante : « Comment parvenir, d'ici 25 à 30 ans, à faire en sorte que la majeure partie de la nourriture consommée en Province de Liège soit produite localement, de manière durable et équitable ? ». Durant les deux jours du Forum diverses interrogations ont été débattues devant de nombreux participants afin de véritablement poser les fondements de la CATL. Tous les acteurs présents ont contribué à la réflexion posée par les membres fondateurs de la CATL. Les questions d'accès au foncier ont été abordées, ainsi que la rémunération des producteurs, leur qualité de vie, l'accès aux savoirs et savoir-faire agricoles. Toutes ces questions se retrouvent dans les trajectoires des systèmes alimentaires alternatifs à travers le monde. Une dynamique réflexive et participative s'est installée afin de mettre en exergue une alimentation locale en lien avec les potentialités du territoire, reliant ainsi la ville à sa campagne nourricière. Les premiers chantiers auxquels la CATL se doit de s'atteler commençaient doucement à prendre forme avec la mise en œuvre d'un embryon de démarche d'intelligence territoriale (Marcq *et al.*, 2015). La CATL a réfléchi à une mise en réseaux des acteurs issus des circuits courts, donc locaux, qui constituent le modèle plébiscité par l'ensemble des consommateurs, afin de co-construire des projets alliant producteurs et consommateurs : le consommateur se réapproprie pleinement son alimentation, il devient « consom'acteur ». Il agit en connaissance de cause et participe de façon directe à ses choix alimentaires, il est mis au cœur même du projet en contribuant aux initiatives à mettre en place dans lesquelles il devient pleinement « citoyen » et agit pour l'intérêt de la communauté (Baguette, 2015).

Quel rôle de la CATL dans le territoire, pour quels enjeux?

- 26 La spécificité de cette CATL réside dans l'implication de tous les acteurs du territoire sans distinction, la société civile, les collectivités locales, le secteur privé, économique, dans une démarche de *bottom-up* qui part du territoire et de ses acteurs (Mérenne, 2013). Mais, elle a essentiellement pour objectif de fédérer les acteurs entre eux, en identifiant les besoins des citoyens et les ressources disponibles au sein du territoire. Face à la pénurie des producteurs locaux pour une alimentation en circuits courts et la forte demande des consommateurs, elle se fixe comme objectif d'accompagner et de former les porteurs de projets. Elle se veut le « maillon » manquant, un « levier de développement territorial » visant à fédérer toutes les forces vives. Pour ce faire, elle a comme ambition de structurer les projets qui se mettent en place en les orientant et les soutenant dans leur démarche non pas de façon sectorielle mais territoriale. Son objectif ultime est de valoriser l'économie circulaire afin de rendre les projets plus durables et tendre vers une certaine durabilité des territoires à travers la question alimentaire ainsi posée. Afin de mieux connaître les besoins précis des consommateurs, cette CATL s'est associée à l'Université de Liège, et s'appuie sur des études réalisées par certains chercheurs sur les circuits courts. Ces observations permettront de mettre en relief les enjeux du territoire tant sociaux – nourrir les populations avec des produits locaux – qu'économiques – la création d'emplois locaux non délocalisables – et enfin environnementaux en créant des

zones nourricières qui auraient un impact sur la préservation des terres agricoles face à l'étalement urbain. Les enjeux finaux se focalisent sur la réappropriation collective de la filière alimentaire par l'ensemble de la population liégeoise : faire en sorte que chaque habitant puisse avoir accès à une alimentation saine et durable, pour finalement atteindre la sécurité et la souveraineté alimentaires en Province de Liège.

Vers quels systèmes agricoles ? Illustration

- 27 Pour les concepteurs de la CATL, les systèmes agricoles alternatifs à mettre en place doivent s'appuyer sur la réalité agricole qui existe dans la Province de Liège. En effet ce territoire est dominé par de grandes exploitations laitières, qui ont été touchées par la crise laitière. L'accès à la terre y est difficile. Afin de répondre aux demandes de produits locaux et durables, les systèmes agricoles doivent opérer une transition vers des systèmes plus écologiques, face à la finitude prouvée des énergies fossiles (Rockstrom *et al.*, 2009). La transition vers un modèle agro-écologique semble être la trajectoire plébiscitée par la CATL, qui soutient avant tout des modèles plus respectueux de l'environnement et surtout qui s'insèrent dans les circuits courts alimentaires qui nourrissent les populations. Cet ambitieux projet constitue un modèle viable à long terme par rapport au système productiviste (Van Dam *et al.* 2012). Ce concept est en phase de test dans un des projets phares de la CATL, les « Compagnons de le Terre », coopérative agricole à finalité sociale. Cette coopérative installée sur un site de 28,5 hectares sur des terres de la Basse-Meuse a pris forme en janvier 2015. Elle teste un modèle agro-économique, sur une parcelle de 5,5 hectares, innovant et résilient, qui s'appuie sur l'agroécologie. Elle vise à augmenter la viabilité, l'autonomie, la qualité de vie des petits producteurs agro-écologiques. Ce modèle est piloté par le monde scientifique, à travers un programme de recherche, qui tend à le valider. Depuis 2016, l'auto-cueillette se pratique, l'objectif de cette coopérative est la réappropriation collective par les citoyens de la production qui les nourrit, la relocalisation de l'agriculture et le renforcement des liens entre producteurs et consommateurs. Ils pratiquent le système des « paniers », vendus entre 12,50 et 15 euros, pour les non coopérateurs. A ce jour, ce projet prend une certaine ampleur et totalise un peu plus de 300 paniers/semaine et affiche pas loin de 500 coopérateurs, pour un capital de 500 000 euros. Cet exemple tente d'être moins dépendant des énergies fossiles et plus respectueux des écosystèmes. Pour les systèmes traditionnels existants, il ne s'agit pas de les ignorer mais bien de les insérer dans un système alternatif plus durable qui se met en place, en accompagnant ces agriculteurs à la reconversion vers l'agroécologie. La finalité étant de permettre à ces agriculteurs de s'ancrer dans un territoire et se pérenniser, en nourrissant la population de Liège. La CATL compte donc faire le lien de mise en réseaux entre les potentialités présentes sur le territoire et les demandes des consommateurs, en créant des synergies entre tous les acteurs de la chaîne alimentaire (producteurs, transformateurs et livraison), ce qui semble constituer une réelle « transition » du système existant.

Quels moyens d'action pour la CATL et vers quelle gouvernance alimentaire territoriale?

- 28 Dès son lancement la CATL a tenté d'interpeller les instances politiques. Dans cette optique, elle a déposé des dossiers de financement auprès des différents cabinets ministériels. Seul le cabinet de l'économie a accepté d'octroyer un financement afin de

lancer la « dynamique » de la CATL. Les concepteurs ont donc opté pour les coopératives à finalité sociale, qui semblent être les mieux adaptées au concept. Ces coopératives ne visent pas le profit mais bien une idéologie sociale et elles fonctionnent de manière démocratique, le pouvoir de vote des coopérateurs étant plafonné. L'épargne citoyenne contribue au soutien de la CATL dans ses projets à mettre en place. Chaque coopérateur est au centre des décisions, il devient solidaire et engagé dans les projets qui émergent et participe pleinement au fonctionnement de cette CATL à travers son épargne, la finalité étant de mettre en place une gouvernance participative où tous les acteurs seront impliqués – ce qui est encore loin d'être atteint. Rappelons toutefois qu'en mars 2016 les élus communaux de Liège ont planché sur l'avenir de la question agricole et ses filières alimentaires locales. La CATL a été invitée à participer à la réalisation du Schéma de développement territorial pluricommunal de l'Arrondissement de Liège afin de réaliser un diagnostic territorial précis des filières alimentaires courtes (Jonet, 2016). Du reste, la question de gouvernance au sein même de cette CATL est toujours en débat : comment va-t-elle s'organiser, qui sera le leader et comment se faire reconnaître de façon plus « formelle » par les instances politiques? Autant de questions qui restent en débat et auxquelles la CATL doit faire face. Néanmoins, nous sommes encore dans les tâtonnements de cette CATL bien que certains concepts clés se dégagent qui nous permettent, à ce stade, de réaliser l'esquisse d'une grille d'analyse qui puisse être transférable à d'autres cas de ceinture alimentaire qui se mettraient en place.

Une grille d'analyse de la Ceinture Aliment Terre transférable...

- 29 De nombreuses études ont focalisé leurs recherches sur les systèmes innovants alimentaires qui prennent forme dans le monde (*Transrural Initiatives*, 2006, 2007 ; Aubry et Chiffolleau 2009 ; Colonna *et al.*, 2011), s'appuyant sur les circuits courts alimentaires qui passent par de nombreuses actions innovantes. Néanmoins, peu d'études ont élaboré une grille d'analyse de Ceinture Alimentaire (CAT) étant donné l'aspect « pionnier » de celle qui émerge en province de Liège. Il nous semblait donc pertinent d'élaborer une grille d'analyse qui serait un « outil » à la disposition de n'importe quel chercheur qui souhaiterait saisir toute CAT qui se constituerait.
- 30 Pour ce faire, nous avons procédé en plusieurs étapes. Les échanges avec les concepteurs de cette Ceinture nous ont permis de nous approprier la définition d'une Ceinture Aliment Terre, afin d'identifier les mots clés de celle-ci qui constituent l'ossature de toute ceinture alimentaire. Notre participation sur le site d'un des projets phares de la CATL, les « Compagnons de la Terre » (cf. plus haut), a contribué à mieux appréhender les critères à retenir pour la réalisation de cette grille d'analyse.
- 31 Nous nous sommes également penchés sur tout ce qui a été publié sur la CATL et avons parcouru les premières analyses réalisées par quelques chercheurs belges (Baguette, 2015 ; Marcq *et al.*, 2015). Nos investigations nous ont permis de cerner le processus mis en place dans ce concept, les moyens et outils envisagés afin d'atteindre les objectifs visés à plus ou moins long terme (25 à 30 ans) et enfin les évaluations de ces actions au sein du territoire liégeois, afin de mesurer la pertinence de cette CAT.
- 32 Nous avons défini sept entrées qui constituent l'ensemble du processus à mettre en place. Celles-ci ont été replacées dans les éléments clés qui constituent les S3A et qui se



retrouvent dans cette CAT. Ce processus s'appuie sur un « plan stratégique » comportant différentes étapes à suivre afin de modifier le système alimentaire existant.

- 33 Il s'agit avant tout de définir, de structurer et d'ancrer cette dynamique de CAT dans le territoire en réunissant divers acteurs sous la forme d'un forum ouvert et d'une plateforme stratégique. Cette première étape d'auto-structuration est déterminante dans la mesure où elle permettra surtout de mettre en exergue les enjeux auxquels la CAT sera confrontée. Dans cette première phase, il s'agira de définir l'identité précise de la CAT, sa raison d'être, et pourquoi envisager une CAT au sein du territoire. Quelle plus-value sera-t-elle en mesure d'apporter par rapport aux systèmes alimentaires existants? Ceci nécessite également une réflexion au niveau de sa gouvernance tant interne qu'extérieure. Dans un second temps il s'agira d'impliquer tous les acteurs afin de co-construire des projets autour de l'alimentation en créant des synergies entre tous les acteurs des circuits courts par exemple. Cette phase devra aboutir à une logistique à mettre en place entre tous les circuits courts répertoriés dans le territoire afin d'assurer leur bon fonctionnement.
- 34 Dans un troisième temps, cette CAT devra évaluer les externalités positives qui se dégageraient des filières courtes alimentaires qui existent déjà aux niveaux social, environnemental et économique. Cette étape se réalisera à travers une collaboration avec le monde scientifique qui apportera des outils de compréhension des circuits courts. Les besoins réels des consommateurs et les disponibilités du territoire seront également envisagés. Cette approche appuiera de façon plus « officielle » les idées à mettre en place par l'ensemble des participants et leur efficience au sein du territoire. La collaboration avec des scientifiques aboutira à la conception d'un modèle agro-économique innovant et viable.
- 35 Dans une quatrième phase, il sera envisagé de modifier en profondeur le modèle agricole dominant qui a montré ses limites et donc d'opter pour des modèles alternatifs innovants centrés sur l'agroécologie. Il faudra aussi faciliter l'accès à la terre par des aides mutuelles entre des organismes qui travaillent dans ce sens (Terresenvues). Ces modèles agricoles devront converger vers une durabilité des territoires et à long terme essaimer sur l'ensemble du territoire. Cette phase aura pour objectif de structurer une filière complète d'alimentation locale en circuits courts qui constitue l'éthique des S3A, avec des enjeux cruciaux au sein d'un territoire. Ces derniers constitueront le cinquième volet de cette grille d'analyse.
- 36 Cette entrée posera clairement les défis à relever au sein du territoire, au niveau de l'implication réelle des citoyens désireux de changer de modèle. En cela la CAT promouvra les coopératives à finalité sociale, qui semblent être le modèle dans lequel émerge une certaine démocratie participative. Ceci soulève d'autres enjeux sociaux à travers l'implication des citoyens dans les projets alimentaires qui se mettent en place mais surtout grâce à leur épargne, qui financera ces mêmes projets et donc en définitive tendra vers une solidarité avec les producteurs. Ce modèle coopératif apparaît comme le mieux à même d'impulser le modèle alternatif désiré (Jonet, 2016). Outre cet aspect, d'autres enjeux sociaux restent primordiaux au niveau de la santé des citoyens, comme expliqué dans la première partie : les nombreuses crises agricoles qui ont ébranlé le monde agricole ont engendré de la méfiance vis-à-vis des producteurs et une certaine distanciation s'est instaurée entre la ville et son hinterland agricole. La CAT aura de ce fait pour ambition de reconnecter ces deux entités. Une relocalisation de cette activité au sein du territoire impactera directement l'économie locale à travers la création d'emplois

non délocalisables, ce qui permettra d'ancrer l'activité agricole et renforcera les liens entre producteurs et consommateurs. Ces enjeux (sociaux et économiques) passent par une transition complète du système productif agricole existant et dont les méfaits sur l'environnement sont incontestables (pollution des eaux, érosion, chute de la biodiversité.). C'est pourquoi la CAT s'appuiera sur des modèles d'agriculture, de transformation et de livraison plus sains, plus respectueux des écosystèmes existants, en favorisant les circuits courts.

- 37 La mise en place d'une gouvernance alimentaire territoriale, qui constituera notre sixième étape, implique tous les acteurs du territoire, du producteur au consommateur en passant par les instances publiques. Cette gouvernance sera l'objet de réflexions intenses afin que tous les acteurs puissent se réapproprier leur alimentation, face à une attitude passive, par rapport aux grandes et moyennes surfaces. Cette étape reste décisive au sein des territoires comme l'ont souligné certains chercheurs (Perrin et Soulard, 2014 ; Hochedez, 2014). Cette gouvernance éprouve encore du mal à s'installer dans un territoire précis. La mise en convergence des intérêts des uns et des autres et la multitude des acteurs à concerter constituent des freins à une réelle gouvernance alimentaire territoriale.
- 38 Enfin, tous ces aspects renforceront de fait une certaine souveraineté alimentaire de l'ensemble des populations afin que celles-ci puissent accéder à une alimentation saine et durable en préservant les écosystèmes existants d'une part, et en développant leurs productions à l'échelle locale d'autre part. Cette étape sera donc la dernière dans ce plan stratégique du processus de toute CAT.
- 39 Enfin, les évaluations des actions élaborées par la CAT constituent à ce stade des pistes à considérer avec prudence, ce qui ne nous permet pas d'être « catégoriques ». Néanmoins, quelques indicateurs peuvent toutefois être mis en place (Mundler et Rouchier, 2016).
- 40 Bien que ces entrées déterminées dans cette grille soient génériques, nous nous devons de prendre en considération le fait que ce processus évolue et que, selon le territoire, certaines entrées seront plus appuyées que d'autres, ou au besoin devront être modifiées.
- 41 Les spécificités territoriales resteront donc déterminantes dans la réussite de la mise en place d'une ceinture alimentaire dans un territoire précis, de même que les aspirations profondes des uns et des autres.

Grille de référence pour analyser une Ceinture Aliment Terre.

Mots clés du concept à retenir			
 Nourrir l'ensemble de la population de façon locale  Entourer le territoire défini de ceinture "vivrière"			
Mots clés de la définition	Moyens et outils utilisés	Objectifs visés à plus ou moins long terme	Proposition d'indicateurs

Jeux des acteurs	Dynamique d'auto structuration de la CA	Forum ouvert Plateforme stratégique Processus réflexif	Identifier les enjeux auxquels la CA sera confrontée Définir l'identité de la CA et sa gouvernance interne et externe	Nombre d'adhérents, de bénévoles Appui formel/informel des communes
	Co-construction de projets autour de la question alimentaire	Mutualiser les projets autour d'une alimentation locale Identifier les principaux chantiers autour des CC Créer des synergies entre les acteurs CC	Développer les CC Installation d'une logistique entre les différents CC	Nombre et dynamique d'évolution des projets et indicateurs de suivis
	Approche collaborative avec le monde scientifique	Dynamique de recherche d'indicateurs sociaux/ environnementaux/ économiques des filières courtes alimentaires	Mettre en place un modèle agro-économique innovant(micro-fermes)	Analyse résidus de pesticides dans l'alimentation ET dans les sols Nombre de micro-fermes créées
Evolution des systèmes agricoles	Dynamiques agricoles innovantes et collaboratrices	Développer des filières agricoles alternatives autour de l'agroécologie/ des pratiques innovantes d'accès à la terre	Permettre l'installation de nouveaux venus Transition du système agricole existant/ Ecologisation de l'agriculture conventionnelle Essaimer ces pratiques sur tout le territoire	Nombre d'exploitations en bio / en biodynamie / en conversion / Existence de formations et autres formes d'accompagnement vers la transition conventionnel / écologisation

Aspiration des consommateurs	Enjeux sociaux/économiques/ environnementaux		Reconnexion ville/campagne Relocalisation et maintien de l'activité agricole Création d'emplois non délocalisables Préservation biodiversité, systèmes alimentaires durables et équitables Revenu décent aux agriculteurs	Nombre d'emplois créés Indicateurs écologiques (préservation des territoires naturels)
Réappropriation collective de la filière alimentaire	Gouvernance alimentaire territoriale	Impliquer l'ensemble des acteurs du territoire dans la question alimentaire	Réappropriation collective de la filière alimentaire par l'ensemble des populations	Représentation des segments d'intérêts dans la gouvernance Evaluation du nombre de politiques publiques alimentaires
	Souveraineté alimentaire	Développer les productions locales par les citoyens de la région/ Transformation locale des aliments/ réduction du nombre d'intermédiaires	Accès à tous à une alimentation saine	Quantité de produits locaux à moindre impact environnement

Conclusion

- 42 En passant en revue les systèmes alternatifs alimentaires répertoriés dans la littérature existante, nous avons souligné combien les initiatives sont nombreuses et émanent dans la majorité des cas de la sphère citoyenne, devenue méfiante à l'égard du système productiviste dominant (Maréchal, 2008). De nombreux chercheurs pointent du doigt des caractéristiques communes à ces systèmes alternatifs, à savoir la volonté de s'approvisionner en produits sains, la proximité spatiale, le soutien aux agriculteurs, et l'engagement des consommateurs dans la perspective de se réapproprier la filière alimentaire, toutes choses qui ces dernières années leur échappaient. En réponse à ces

demandes les pouvoirs publics de certains pays se mobilisent à travers des politiques de soutien aux circuits courts dans la restauration scolaire (Le Velly et Brechet, 2011 ; Praly *et al.*, 2012). Ainsi, le jeu des acteurs en présence semble déterminant dans la mise en place de ces alternatives. L'implication de tous les acteurs du territoire permettra de converger vers une réelle gouvernance alimentaire territoriale qui assurera une assise des actions menées. Mais, comme le soulignait Olivier De Schutter, les conditions de la réalisation de ces initiatives ne peuvent venir exclusivement des instances étatiques. En Wallonie se met en place depuis peu un système alternatif alimentaire innovant, la Ceinture Alimentaire de Liège, qui vient se greffer sur ce qui existe déjà, qui converge dans ses grandes lignes avec les S3A répertoriés dans la littérature. Sa singularité réside dans sa conception. En ce sens nous avons élaboré une grille d'analyse qui puisse servir d'appui à d'autres CAT qui se constitueraient. Toutefois, pour être à même de l'évaluer, nous manquons à ce jour de données pertinentes et de recul, quoique son objectif final semble intéressant. En effet, elle se veut être une « plateforme » de mise en réseaux des initiatives existantes, s'insérant dans une alimentation locale au sein du territoire qui permettrait de nourrir l'ensemble de la population liégeoise. Ses trois critères principaux sont « relocalisation », « décarbonisation » et « écologisation » du système alimentaire, qui doit passer par une réelle « transition » en profondeur du système existant, en créant des emplois locaux et surtout en permettant aux populations de se nourrir de façon locale et donc en ancrant l'activité agricole au sein du territoire. Bien que cette Ceinture soit innovante dans sa conception et qu'elle ait appuyé quelques projets – les Compagnons de la Terre, Cycle en Terre, Fungi Up – nous restons sceptiques sur son mode de fonctionnement et sa gouvernance tant interne qu'extérieure, ce qui nous interroge encore sur sa pérennisation, mais surtout son évolution.

BIBLIOGRAPHIE

- ALEXANDRE F., GÉNIN A. (2014), « Ceintures vertes autour de grandes métropoles », in PINON P. (dir.), *Formes et Échelles des compositions urbaines*, Paris, Éd. Du Comité des travaux historiques et scientifiques (Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques), 20.
- AUBRY C., CHIFFOLEAU Y. (2009), « Le développement des circuits-courts et l'agriculture périurbaine : histoire, évolution en cours et questions actuelles », *Innovations Agronomiques*, 5, pp. 53-67.
- BAGUETTE A. (2015), *La ceinture aliment terre liégeoise : exploration d'un réseau alternatif*, Entraide et fraternité, 8 p.
- CAPLAT J. (2014), *Changeons d'agriculture*, Domaine Du Possible, Actes Sud, 152 p.
- CHAUTARD G., VILALBA B. & ZUINDEAU B. (2003), « Gouvernance locale et développement durable, *Développement durable et territoires*, <http://developpementdurable.revues.org/1068>.
- COLLART G. (2013), *Les groupements d'achats alimentaires en Wallonie*, https://cdn.uclouvain.be/public/Exports%20reddot/bdiv/documents/Developpement_durable_Groupement_d_achat_alimentaire_wallon_Collart2013.pdf, 10 p.

- COLONNA P., FOURNIER S. & TOUZARD JM. (2011), « Systèmes alimentaires », in ESNOUF C., RUSSEL M. & BRICAS N. (coord), *DuAline-durabilité de l'alimentation face à de nouveaux enjeux. Question à la recherche*, Rapport Inra-Cirad (France), pp. 60-85.
- CHIFFOLEAU Y., PRÉVOST B. (2012) « Les circuits-courts, des innovations sociales pour une alimentation durable dans les territoires », *Noréis*, 224, pp. 7-20.
- DE SCHUTTER O. (2016), *La transition vers des systèmes alimentaires durables*, conférence donnée au CESW, Liège.
- DEVERRE C., LAMINE C. (2010), Les systèmes agro-alimentaires alternatifs, une revue des travaux anglophones en sciences sociales, *Économie Rurale*, 317, pp. 57-73.
- DEVERRE C. (2011), « Agricultures alternatives et transformation des systèmes alimentaires », *Pour*, 212, pp. 39-50.
- DUBUISSON-QUELLIER S. (2009), *La consommation engagée*, Coll. Contester, Paris, Presses de Sciences Po, 143 p.
- ESTEVEZ B, DOMON G. (1999), « Les enjeux sociaux de l'agriculture durable : un débat de société nécessaire ? Une perspective nord-américaine », *Courrier de l'environnement de l'INRA*, Paris, 36, pp. 97-106.
- GOODMAN D. (2003), « The quality turn and alternative food practices : reflections and agenda », *Journal of Rural Studies*, 19, 1.
- GOODMAN D., DUPUIS M. & GOODMAN M. (2012), *Alternative Food Networks*, New York, Routledge.
- GRIFFON M. (2006), *Nourrir la planète : pour une révolution doublement verte*, Editions Odile Jacob, 456 p.
- GOULET F. (2012), « La notion d'intensification écologique et son succès auprès d'un certain monde agricole français : une radiographie critique », *Le Courrier de l'Environnement de l'INRA*, 62, pp. 19-30.
- HIGGINS V., DIBDEN J. & COCKLEN C. (2008), « Building Alternatives Agri Food Networks: certifications, embeddendness and agri-environmental governance », *Journal of Rural Studies*, 24, pp. 15-25.
- HOCHEDÉZ C. (2014), « La mise en place des politiques alimentaires locales dans la région métropolitaine de Stockholm : une gouvernance du malentendu ? », *Géocarrefour*, 89, 1-2, pp. 115-124.
- JONET C., entretiens réalisés en mars et septembre 2016.
- LAMINE C. (2008), *Les AMAP : un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs*, Gap, éditions Yves Michel, 163 p.
- LAMINE C., BELLON S. (2009), *Transitions vers l'agriculture biologique : pratiques et accompagnements pour les systèmes innovants*. Versailles, Quae, 316 p.
- LAMINE C (2012), « "Changer de système" : une analyse des transitions vers l'agriculture biologique à l'échelle des systèmes agro-alimentaires territoriaux », *Terrains et Travaux*, 20, 1, pp. 139-156.
- LAMINE C., NAVARRETE A. & CARDONA A. (2014), « Transitions Towards Organic Farming at the Farm and at the Local Scales: The role of Innovative Production and Organisational Modes and networks, in BELLON S., PENVERN S. (eds.), *Organic Framing, Prototypes for Sustainable Agriculture*, Springer, pp. 423-438.

- LAMINE C. (2015), "Sustainability and resilience in agrifood systems: reconnecting agriculture, food and the environment", *Sociologia Ruralis*, 55, pp. 41-61.
- LARRIÈRE R. (2002), « Agriculture : artificialisation ou manipulation de la nature ? », *Cosmopolitique*, 1, pp. 158-173.
- LE VELY R., BRECHET JP. (2011), « Le marché comme rencontre d'activités de régulation: initiatives et innovations dans l'approvisionnement bio et local de la restauration collective », *Sociologie du travail*, 53, 4.
- MARCQ P., JONET C., VERHAEGEN E., FEYEREISEN M., MERTENS S. & STASSART P. (2015), *La Ceinture Aliment Terre Liégeoise face aux défis de son positionnement théorique, politique et institutionnel*, 2^e Congrès interdisciplinaire du développement durable, Thème 7, les autres acteurs de la Transition, 15 p., <https://cidd2015.sciencesconf.org/51584/document>.
- MARDSSEN T.K. (2000), « Food Matters and the Matter of Food : Towards a New Food Governance ? », *Sociologica Ruralis*, 40, 1.
- MARÉCHAL G. (2008), *Les circuits-courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*, Educagri, 213 p.
- MOLLARD A., CHATELLIER V., CODRON JM., DUPRAZ P. & JACQUET F. (2003), « L'agriculture contre l'environnement ? Diagnostics, solutions et perspectives économiques », *Annales des Mines*, 30, pp. 37-59.
- MÉRENNE SCHOUMAKER B. (2013), « La gouvernance territoriale wallonne », in *Quelle(s) vision(s) pour le(s) territoire(s) wallon(s)*, Institut Destrée, 2012-2013, pp. 183-197.
- MINET (2003), *La constellation des groupes d'achat en Belgique*, Asbl Vivre.
- MORGAN K., MURDOCH J. (dir.) (2006), *Place, Power and Provenance in the Food Chain*, London, Oxford University Press.
- MORGAN K. (2009), « Feeding the City: The Challenge of Urban Food planning », *International Planning Studies*, 14, 4.
- MORGAN K., SONNINO R. (2010), « The urban foodscape: world cities the new food equation », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 3, 2, pp. 209-224.
- MORMONT M., VAN HUYLENBROECK G. (2001), *A la recherche de la qualité. Analyses socioéconomiques sur les nouvelles filières agroalimentaires*, Presses de l'Université de Liège, 200 p.
- MUNDLER P. (2013), « Le prix des paniers est-il un frein à l'ouverture sociale des AMAP ? Une analyse des prix des paniers dans sept AMAP, de la région Rhône-Alpes », *Economie Rurale*, 336, pp. 3-19.
- MUNDLER P., ROUCHEIR J. (2016), *Alimentation set proximités*, Educagri, 462 p.
- NATURE ET PROGRÈS BELGIQUE (2014), *Evaluer l'offre et la demande de produits locaux, pour stimuler le marché*, Fiche-action pour renforcer les liens entre producteurs et consommateurs, 4 p.
- PADDEU F. (2012), « L'agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de la métropole New-Yorkaise : la justice alimentaire à l'épreuve de la justice sociale », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 12, 2.
- PERRIN C., SOULARD C. (2014), « Vers une gouvernance alimentaire locale reliant ville et agriculture. Le cas de Perpignan », *Géocarrefour*, 89, 1-2, pp. 125-134.
- PLEYERS G. (2011), *La consommation critique : Mouvements pour une alimentation responsable et solidaire*, Paris, Ed. Desclée de Brouwer, coll. Solidarité et Société, 328 p.
- PLEYERS G. (2013), *La consommation critique comme action critique*, Barricade, 10 p.

PRALY C., CHAZOULE C., DELFOSSE C., SALEILLES S. & MIEHÉ A. (2012), « Repenser l'échelle d'approvisionnement des cantines », in PRIGENT-SIMONNIN A.H., HÉRAULT-FOURNIER C. (éd.), *Au plus près de l'assiette : pérenniser les circuits-courts alimentaires*, Versailles, Quae, Dijon, Educagri, 264 p.

Rapport Brundland (1987), www.diplomatie.gouv.fr/sites/odyssee-developpement.../files/.../rapport_brundtland.pdf.

RASTOIN J.L., GHERSI G. (2010), *Le système alimentaire mondial: concepts et méthodes, analyses et dynamiques*, Paris, Ed. Quae, 565 p.

RASTOIN J.L. (2014), *Les systèmes alimentaires territorialisés : quelle contribution à la sécurité alimentaire ?*, conférence donnée à l'Académie d'Agriculture de France, <http://www.academie-agriculture.fr/actualites/academie/seance/academie/les-systemes-alimentaires-territorialises-quelle-contribution-la?220114>.

ROCKSTROM J., STEFFEN W., NOONE K. & PERSON A. (2009), « A Safe operating space for humanity », *Nature*, 461, <https://www.terre-en-vue.be/>, pp. 472-475.

THERMOMÈTRE SOLIDARIS (2013), *Comment percevons-nous l'offre de produits alimentaires ?*, www.alimentationdequalite.be.

THOUZARD J.M., TEMPLE G. FAURE & TRIOMPHE B. (2014), « Systèmes d'Innovation et communautés de connaissances dans le secteur agricole et agroalimentaire », *Innovations, Cahiers d'Économie et de Management de l'innovation*, 43, pp. 13-38.

TRANSRURAL INITIATIVES (2006), Dossier 313, *Longue vie aux circuits courts*, Dossier 313, <http://www.transrural-initiatives.org/wp-content/uploads/2014/05/dossier-circuits-courts-volet-1-313.pdf>.

VAN DAM D., STREITH M., NIZET J., STASSART P. & STASSART P. (2012), *Agroécologie, entre pratiques et sciences sociales*, Educagri, 309 p.

VIANEY G., BACCONNIER-BAYLET S. & DUVERNOY I. (2006), « L'aménagement communal périurbain : maintenir l'agriculture pour préserver quelle ruralité ? », *Revue régionale et urbaine*, 3, pp. 355-372.

RÉSUMÉS

Cet article vise à comprendre les systèmes alternatifs alimentaires qui prennent forme dans un territoire particulier, la Wallonie, et plus précisément en Province de Liège. Après avoir passé en revue les systèmes alternatifs alimentaires existants et ce qui les caractérise, l'article s'attache à souligner les expériences wallonnes qui se mettent en place au regard de ce qui se fait ailleurs. Un cas d'étude est particulièrement mis en lumière, la Ceinture Aliment Terre à Liège ; ce cas atypique se définit comme une « dynamique d'acteurs engagés dans un projet de transformation en profondeur du système alimentaire local ». Cette Ceinture tente de fédérer toutes les actions alimentaires alternatives qui se dressent face au système dominant, s'appuyant sur une agriculture de proximité, plus saine, qui puisse nourrir les populations locales. Son but ultime est de reconnecter la ville à son arrière-pays agricole, afin de redonner une place à cette agriculture au sein du territoire et de redynamiser l'économie locale. Une certaine gouvernance alimentaire territoriale tente d'émerger, en remplaçant le consommateur/citoyen au centre de son alimentation.

This article aims to understand the alternative food systems that are being set up in a particular territory, Wallonia, and more specifically in the Province of Liège. After reviewing existing alternative food systems and their characteristics, the article attempts to highlight the Walloon experiences that are taking place in the light of what is being constructed elsewhere. One case study is particularly highlighted, the Liege Food-Land Belt. This atypical case study is defined as a "dynamic of actors engaged in a project of an in-depth transformation of the local food system". This Belt is attempting to bring together all the alternative food actions that confront the dominant system, based on a healthier local agriculture that can feed the local populations. Its ultimate goal is to reconnect the city to its agricultural hinterland, in order to give a role to this agriculture in the context of its territory and to revitalize the local economy. A certain territorial food governance is beginning to emerge, which places the consumer / citizen at the centre of his diet.

INDEX

Keywords : innovative alternative agri-food systems, Food Belt, Liège, Wallonia, analytic framework

Mots-clés : systèmes agroalimentaires alternatifs innovants, Ceinture Aliment Terre, Liège, Wallonie, grille d'analyse

AUTEURS

ANTONIA D. BOUSBAIN

Enseignante au niveau secondaire en géographie, FWB (Fédération Wallonie Bruxelles),
Doctorante Laboratoire Laplec, Université de Liège, antonia.bousbaine@doct.ulg.ac.be

CHRISTOPHER BRYANT

Professeur associé, Géographie, à l'Université de Montréal et à la School of Environmental Design and Rural Development, University of Guelph, Guelph (Ontario), chris.r.bryant@umontreal.ca